

Cette crise exprime les limites historiques du capitalisme

lundi 27 octobre 2008, par [CHESNAIS François](#) (Date de rédaction antérieure : 19 octobre 2008).

Les résultats du sondage sont importants. Au vu de ce qui s'est passé depuis dix jours, le pourcentage de réponses traduisant une défiance envers le capitalisme ou la volonté d'en sortir, serait peut-être plus élevé encore. Il y entre sans doute plusieurs éléments : une grande indignation quant à la facilité avec lequel les gouvernements trouvent des sommes immenses pour venir en aide aux banques, un grand souci pour les mois à venir au vu des licenciements qui se poursuivent et le recommencement d'une réflexion sur la nature du capitalisme et la nécessité de ne pas accepter que ce système soit « l'horizon indépassable de l'humanité ».

Comment y répondre ? Il faut commencer par la dernière dimension. Toute très grande crise, et nous sommes entrés dans une crise de cet ordre, exprime « *les limites historiques du capitalisme* ». C'est cela dont les salariés, dont la majorité n'ont pas lu Marx, prennent conscience. Les limites sont logées dans les relations sociales de production fondées sur la propriété privée des moyens de production et la valorisation de l'argent-capital. Du fait de ces relations, le mouvement de mise en valeur du capital et sa reproduction sans fin, sont le moteur et la finalité de la production. Dans le système capitaliste, rappelle Marx, « *la production est une production pour le capital* » et non pour la majorité de la société, car « *la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement des producteurs* ». La surproduction de marchandises, alors que des millions de gens sont dans la pauvreté ou le gène même dans les pays les plus riches, est contenue dans ce fait, qui s'est accentué encore dans le cadre de la libéralisation et la mondialisation du capital mises en œuvre depuis quarante ans. La chute de l'investissement, ainsi que la baisse du taux, mais aussi de la masse des profits en dépit de la surexploitation des salariés, vont de pair avec l'insuffisance de pouvoir d'achat populaire. C'est de là que sont venues les crises qui ont jalonné l'histoire du capitalisme. Celle qui a commencé en août 2007 et qui connaît depuis la mi-septembre une phase d'aggravation aigüe, va être d'autant plus forte qu'elle éclate après que des capacités de production immenses, inconsiderés, ont été créés en Asie, (la Corée déjà ne peut plus faire fonctionner à taux plein les siennes) et après que les Etats-Unis ont recouru à la création, sur une échelle qui se prouve avoir été démentielle, de moyens de crédit pour étendre artificiellement la demande, au moyen des cartes de crédit et de l'extension du crédit hypothécaire que le capital aurait voulu, comme les guerres de G.W. Bush, « *sans limites* ».

La prise de conscience de la gravité des questions écologiques est aussi l'une des causes de ce renouveau de la réflexion critique sur la nature du capitalisme. Lancé dans un processus de valorisation sans fin, de production pour la production, le capital est dévoreur de ressources non ou très lentement renouvelables, destructeur de l'environnement, et pris comme un tout, parfaitement incapable de mettre en œuvre les mesures nécessaires au ralentissement du réchauffement climatique. Les salariés et les jeunes sentent bien qu'ils vivent une crise systémique, dont la crise financière est simplement le premier épisode et certainement pas l'aspect le plus important. Comment faudrait-il y répondre ? En faisant en sorte, pour suivre Marx de nouveau, que les moyens de production deviennent « *des moyens pour donner forme au processus de la vie au bénéfice de la société des producteurs* ». Cela suppose un changement dans la propriété des moyens de production, mais surtout quelque de bien plus important, à savoir que les salariés deviennent de façon organisée et en pleine conscience, des « *producteurs associés* ». Ils le sont déjà en raison de la

division du travail entre industries et au sein même de chaque site de production, mais ils ne le sont pas pour eux-mêmes, ils le sont pour le capital, qui prend sans cesse des décisions qui les affectent (voir les licenciements à Sandouville). En devenant des « producteurs associés » au sens plein du terme, les travailleurs dit Marx, pourraient établir « *rationnellement et contrôler leurs échanges de matière avec la nature* » ; ils pourraient organiser l'économie et toute la vie sociale « *dans les conditions les plus dignes et les plus conformes à la nature humaine* ».

L'enjeu de la crise qui n'en est qu'à ses débuts, n'est autre que la maîtrise sur les moyens qui servent à produire les richesses, donc sur les décisions portant sur quoi doit être produit, pour qui et comment. Il existe des revendications et des formes d'action susceptibles d'ouvrir la voie vers une issue sociale positive. Les gouvernements viennent au secours des banques en mettant à leur disposition des fonds gagés sur les impôts futurs. Dans un nombre croissant de cas, ils sont obligés de les recapitaliser en acquérant une partie de leur capital. Le terme « nationalisation » a été employé. Il est totalement abusif. Les gouvernements se portent au secours du capital financier dans un jeu où la socialisation des pertes fait suite à une phase sans précédent de privatisation des profits. La première revendication immédiate d'ensemble est celle de la nationalisation intégrale du système bancaire. Le contrôle du financement de l'investissement permettrait aux salariés d'Europe de donner une réponse à la fois à l'emploi et aux besoins sociaux, par des programmes paneuropéens de développement des services publics, des énergies renouvelables, des nouveaux matériaux de construction. Les salariés peuvent se battre pour ces objectifs en France et encourager ceux d'autres pays en Europe d'en faire de même.

Au-delà des discours politiques lénifiants, tous les commissaires européens, tous les grands banquiers ont été parfaitement clairs. Il s'agit de permettre au système de continuer tel qu'il est. Le noyau dur du néolibéralisme (la libre circulation des capitaux, la mise en concurrence généralisée des travailleurs moyennant la délocalisation de la production et la sous-traitance, la privatisation et la marchandisation des services collectifs) ne doit pas être entamé. C'est le sens du message du patron de Renault. Une autre revendication d'ensemble est donc celle de l'interdiction des licenciements et de l'arrêt complet de toutes les mesures en cours, de démantèlement de la santé, de destruction de la Poste menée jour après jour en deçà de la privatisation proprement dite, etc., etc. Ici les revendications peuvent être appuyées par des actions d'autodéfense des salariés et des citoyens, sur les sites de travail comme dans les localités, sur les hôpitaux, les transports, les écoles et les collèges. Derrière les beaux discours des responsables politiques, l'objectif est de faire supporter le poids de la crise aux salariés, par le chômage comme par l'impôt. Il n'y a que la lutte des travailleurs qui puisse y porter un coup d'arrêt et commencer à concrétiser l'idée que le « capitalisme n'a pas gagné », qu'il peut être combattu comme tel.

P.-S.

* Tribune parue dans l'Humanité Dimanche du 19 octobre.